



**PERMANENT MISSION OF THE REPUBLIC OF GUINEA-BISSAU  
TO THE UNITED NATIONS**

**Discours de Son Excellence  
Monsieur Antonio Isaac Monteiro  
Ministre des Affaires Etrangères, de la Coopération  
Internationale et des Communautés  
devant la 61ème Session de l'Assemblée Générale des  
Nations Unies**

New York le 25 Septembre 2006

**Madame la Présidente,  
Monsieur le Secrétaire Général,  
Honorables Chefs de Délégation,  
Distingués Délégués,  
Mesdames, Messieurs,**

La soixante unième session de l'Assemblée Générale a ouvert ses travaux dans une conjoncture assez préoccupante.

Nous constatons, en effet, la persistance de certains conflits, et l'apparition de nouveaux foyers de tension constituant ainsi, une menace grave à la paix et la stabilité internationales.

La pauvreté et la faim dans le monde n'ont pas diminué, malgré les énormes efforts consentis par nos pays pour améliorer les conditions de vie de nos populations.

En réalité, nous constatons une détérioration des conditions sociales et sanitaires de millions de personnes, à cause de maladies endémiques telles que le VIH /SIDA, la tuberculose et le paludisme, particulièrement sur le continent africain.

Les problèmes d'ordre politique, économique, financier, social et environnemental auxquels le monde est confronté prennent des proportions de plus en plus alarmantes. Cette situation exige des actions concertées de la part de toute la communauté internationale. C'est pourquoi nous devons ensemble renforcer le système multilatéral existant, et la capacité d'agir de l'ONU, en vue de mieux répondre à ces défis.

Nos peuples attendent de notre Organisation des mesures concrètes, rapides et efficaces, ce qui implique la mise sur pied de structures opérationnelles modernes et efficaces. En un mot, des réformes sont nécessaires et urgentes au sein du système des Nations Unies.

**Madame la Présidente,**

C'est donc, dans ce contexte que, au nom de mon pays, la Guinée Bissau, que j'ai l'honneur de représenter, je vous présente nos chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de la présente session.

Vos nombreuses qualités et votre longue expérience constituent, à nos yeux, des gages de succès pour nos travaux qui, sous votre impulsion, connaissent une dynamique nouvelle, capable de promouvoir des actions conjointes en faveur de la paix. Je voudrais vous assurer de la disponibilité et de l'entière coopération de notre délégation, en vue de la réalisation de nos objectifs communs.

Permettez-moi de féliciter aussi votre prédécesseur, Monsieur Jan Eliasson, pour son dévouement à la cause de notre organisation, et pour les résultats importants obtenus au cours de la soixantième session. Je pense notamment à la création du Conseil des Droits de l'Homme, et de la Commission pour la Consolidation de la paix, dont mon pays, la Guinée Bissau est membre.

**Madame la Présidente,**

Nous venons de participer au 14<sup>ème</sup> Sommet du Mouvement des Non-alignés, à la Havane, Cuba, où un grand nombre de dirigeants du monde se sont rendus.

Ces éminentes personnalités, dont le Chef d'Etat de mon pays, se sont penchées sur les problèmes du monde dont la gravité nous interpelle tous, et exige de notre part des actions concertées et collectives.

Les conclusions auxquelles le Sommet a abouties, de même que les initiatives que nous entendons entreprendre au nom de notre Mouvement coïncident, en grande partie, avec les opinions, les recommandations, et les solutions préconisées par le Secrétaire Général dans son rapport annuel sur les activités de notre organisation, et dans sa brillante intervention devant cette auguste Assemblée.

**Madame la Présidente,**

Personne aujourd'hui ne peut douter de la gravité de la situation au Moyen Orient, notamment celle du Liban. Il en est de même des conditions dramatiques dans lesquelles vivent des millions des nos frères africains au Darfour.

Il est plus qu'évident que nous ne pouvons pas accepter que les normes internationales soient systématiquement violées.

Par ailleurs, nous ne comprenons pas, pourquoi nous ne sommes pas capables de prendre, de manière concertée, négociée et responsable, des mesures appropriées et urgentes pour mettre fin à une situation tragique qui met en péril la vie de populations innocentes et vulnérables.

Nos frères au Darfour ont droit à la compassion, et à la solidarité de l'Afrique, en particulier, et à celle de la Communauté internationale, dans son ensemble.

**Madame la Présidente,**

Si les tendances actuelles de l'économie mondiale devaient persister, les pays pauvres ne seront pas en mesure d'atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici à 2015.

Les réformes envisagées ou déjà introduites dans nos systèmes de gouvernance, l'observance des règles de la démocratie, et le respect des Droits de l'Homme, ne sont, malheureusement, pas suffisants pour nous permettre d'atteindre le taux de croissance indispensable à la relance de nos économies.

Dans nos pays la situation économique et financière demeurent tributaires de facteurs internes et externes que nous ne contrôlons pas. Les mesures protectionnistes et les subsides aux produits agricoles tels que le coton, le sucre et le blé, compromettent gravement la capacité compétitive de nos agriculteurs.

L'absence d'accord quant aux règles devant régir le commerce international, de même que le manque de volonté politique et de progrès dans les négociations au sein de l'OMC constituent des facteurs aggravants. Nous devons reconnaître que nous sommes loin d'atteindre les Objectifs prévus dans le Consensus de Monterrey et dans le Plan d'Action de Johannesburg, en ce qui concerne les pays en développement, et en particulier les pays les moins avancés. Nous ressentons également les déséquilibres de la mondialisation qui sont des entraves sérieuses à nos efforts de développement.

L'examen à mi parcours du Programme d'Action de Bruxelles en faveur des PMA pour la décennie 2001 – 2010 a, incontestablement, mis en évidence les carences, et le niveau encore insuffisant de l'aide au développement.

Dans ces circonstances, nos efforts en vue de l'éradication de la pauvreté, et la création de meilleures conditions de vie dans nos pays paraissent aléatoires.

**Madame la Présidente,**

Une grande frange des nos populations, notamment la jeunesse est de plus en plus découragée, à cause du taux très élevé du chômage et du manque de perspective d'un lendemain meilleur.

Des milliers de jeunes gens sont tellement désespérés qu'ils n'hésitent pas à risquer leur propre vie à la recherche d'autres formes d'existence qui, très souvent, hélas, s'avèrent illusoire.

Il est nécessaire que la Communauté internationale accorde une plus grande attention à cette question en vue de nous aider à trouver des moyens susceptibles de faire renaître l'espoir auprès de nos jeunes. Je pense en particulier à la création de centres de formation

professionnelles, et à la promotion d'activités génératrices d'emplois, permettant ainsi une large et meilleure intégration sociale.

Je voudrais, à cet égard, souligner l'importance de la réunion de Haut Niveau sur les Migrations Internationales et le Développement qui, pour la première fois, a eu lieu au siège des Nations Unies. Je suis convaincu que, grâce à ce genre de dialogue et de coopération au niveau international, nous serons mieux armés pour mettre un frein à l'immigration clandestine, et au crime organisé auquel ce phénomène tragique est de plus en plus liée.

**Madame la Présidente,**

La Guinée Bissau dont un nombre considérable de citoyens vit à l'étranger, accorde une attention particulière à la problématique de la migration.

C'est dans ce cadre que nous nous félicitons de la place qu'occupe cette question dans l'agenda de la communauté internationale, et souscrivons aux recommandations pertinentes issues du Dialogue de Haut Niveau sur la Migration et le Développement qui s'est achevé, il y a deux semaines ici à New York.

Nous sommes conscients du rôle que la diaspora peut jouer dans l'économie des pays en développement, grâce notamment aux transferts de fonds et d'autres formes de contributions. Mon pays est engagé dans l'élaboration d'une politique nationale conséquente en la matière, en coopération avec nos partenaires au développement, les pays de destination, en particulier.

**Madame la Présidente,**

La Guinée Bissau a accueilli le 17 Juillet dernier, la 6ème. Conférence des Chefs d'Etat de la Communauté des Pays de Langue Portugaise (CPLP). À cette occasion, les Chefs d'Etat de notre communauté ont réaffirmé leur ferme volonté à lutter pour l'éradication de la faim et de la pauvreté. Ils se sont également engagés à entreprendre des actions concrètes, en vue de mobiliser les ressources internes et externes nécessaires pour atteindre les Objectifs du Millénaire pour le Développement d'ici à 2015.

La consolidation de la démocratie, l'Etat de Droit et les questions liées au Droit de l'Homme ont également fait l'objet d'une attention particulière de leur part, parce que conditions indispensables à la paix et à la sécurité internationales. Les Chefs d'Etats ont aussi décidé de renforcer les relations entre la CPLP et l'Organisation des Nations Unies et ses agences spécialisées afin d'établir un partenariat efficace.

Permettez-moi à cet égard, Madame la Présidente, de remercier, au nom de la CPLP, tous nos partenaires pour l'importante aide accordée aux plus démunis des membres de notre communauté. J'aimerais également lancer un appel à nos partenaires au développement en général, et aux pays du G8 en particulier, afin qu'ils nous aident à régler le problème crucial du fardeau de la dette extérieure.

**Madame la Présidente,**

Un an après la conclusion du cycle électoral en Guinée Bissau qui a consacré le retour à la normalité constitutionnelle dans notre pays, je voudrais réaffirmer ici à cette tribune, l'engagement du peuple, du gouvernement, et en particulier de Son Excellence, João Bernardo Vieira, Président de la République, à ne ménager aucun effort dans la consolidation de la paix, de la stabilité politique et la promotion de la réconciliation nationale.

Des progrès significatifs ont été faits dans ce sens.

Il convient cependant de souligner que la complexité des réformes entreprises, notamment au sein des forces de défense et de sécurité, requièrent un soutien constant et substantiel de la part de la Communauté internationale, compte tenu de l'insuffisance des ressources dont nous disposons.

J'aimerais, à ce propos, exprimer nos remerciements à tous nos partenaires, notamment à nos frères de la CEDEAO, et de la CPLP, pour leur soutien constant et la création du Groupe de Contact International pour la Guinée Bissau, dont la séance inaugurale a eu lieu la semaine dernière, ici même, au siège des Nations Unies.

Je voudrais aussi profiter de cette occasion pour réaffirmer que, en ce qui le concerne, notre pays ne ménagera aucun effort afin de continuer à mériter votre confiance et votre solidarité.

Cependant, il convient de souligner que malgré sa volonté et sa détermination, la Guinée Bissau a besoin d'une attention et d'une aide urgente, pour pouvoir mettre en oeuvre les mesures contenues dans le Document de Stratégie Nationale pour la Réduction de la Pauvreté.

Ce document qui vient d'être adopté par notre gouvernement, servira de base à la préparation de la table ronde sur la Guinée Bissau, prévue en Novembre prochain à Genève.

**Madame la Présidente,**

Le monde tel qu'il se présente aujourd'hui, est un véritable village planétaire. Les progrès de l'humanité dans les domaines de la science et de la technologie de l'information, des communications et des les transports ont fait que le destin de nos peuples soient de plus en plus interdépendant.

C'est pourquoi, nous devons conjuguer nos efforts résolument afin d'éradiquer la pauvreté et la faim dans le monde, et d'endiguer les maladies endémiques telles que le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose, et pour mettre fin aux injustices, aux violations des Droits de l'Homme et à toute forme de discrimination et d'intolérance.

**Madame la Présidente,**

Quand nous traitons des questions de développement, et de la lutte contre la pauvreté, il est fondamental de résister à la tentation d'emprunter des chemins faciles, et de vouloir appliquer des recettes simplistes.

Le développement économique et social et son corollaire, l'éradication de la pauvreté, exigent une réflexion profonde et des mesures courageuses.

Aucun phénomène ne peut être expliqué de manière réductrice, et aucune recette ne saurait être universelle.

Les signes du temps doivent être correctement interprétés.

Le sentiment des gens, leur culture, leur pratique religieuse, leurs préoccupations, tout cela doit être bien compris et respecté.

D'où l'importance de trouver une nouvelle orientation pour réorganiser et renforcer les états démocratiques, en privilégiant l'éducation et la formation.

Nous devons également réfléchir à la nécessité d'augmenter notre capacité collective de lutter contre le terrorisme, et contre toutes les formes d'extrémisme, grâce à une concertation permanente, et au dialogue entre les différentes cultures et civilisations du monde.

**Madame la Présidente,**

Il n'est pas compréhensible, et encore moins acceptable que des êtres humains soient abandonnés et condamnés à mourir, sous le regard indifférent de la Communauté internationale.

La solidarité internationale à l'égard des populations vulnérables ne doit pas se faire attendre, et se manifester seulement « post mortem ».

La Communauté internationale doit faire preuve de vigilance, et être capable de prévenir et d'empêcher toute catastrophe humanitaire résultant des conflits comme l'a si justement appelé le Secrétaire Général, au nom de la conscience universelle.

C'est précisément pour tenir compte de la responsabilité universelle qui incombe à notre organisation que la Guinée Bissau ne reculera devant aucun effort, en vue de renforcer la capacité de l'ONU, en soutenant notamment, tout processus de réforme concertée, pragmatique et efficiente.

Au demeurant, l'efficacité de notre organisation serait plus grande avec la participation effective de tous les pays membres, en vue de consolider notre institution multilatérale qui, elle aussi, a besoin de plus de démocratie et de transparence dans l'exécution efficace du mandat de ses différents organes.

En effet, plus de soixante années après sa fondation, l'ONU a besoin de s'adapter aux changements intervenus dans le monde pour tenir compte de l'existence et de l'émergence de nouveaux acteurs sur la scène mondiale dont la contribution au maintien de la paix et de la sécurité internationales est devenue de plus en plus importante.

Parmi ces Etats figurent des pays en développement de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique Latine qui, légitimement, peuvent revendiquer un siège permanent au Conseil de Sécurité.

**Madame la Présidente,  
Mesdames, Messieurs,**

Il y a dix ans, nous avons élu Kofi Annan, un illustre fils de l'Afrique pour conduire aux destinées de notre organisation. Au moment du bilan, c'est avec fierté et satisfaction que nous enregistrons les résultats obtenus au cours de son mandat.

Les dernières années n'ont pas été faciles, car le monde est confronté à des défis anciens et nouveaux, aux formes et dimensions variées, et pour lesquelles notre organisation n'était pas suffisamment structurée et préparée.

Je voudrais, au nom de la Guinée Bissau, de Son Excellence le Président de la République, João Bernardo Vieira et de notre gouvernement ajouter notre voix au vibrant hommage que la Communauté internationale, dans sa totalité, a rendu au Secrétaire Général, Kofi Annan.

J'aimerais également lui exprimer les remerciements de notre peuple pour la contribution du système des Nations Unies en faveur de la paix, de la stabilité politique et du développement de notre pays.

**Madame la Présidente,**

Les grands défis de ce début de nouveau millénaire seront déterminés en fonction des tâches essentielles de développement que nous serons disposés à entreprendre, et par la capacité des individus à résoudre, le plus rapidement possible, le problème de la paix, de la stabilité politique, de la réconciliation nationale, et de la justice sociale.



Tout Etat ou membre de la société civile, doit être en mesure de compter, chaque fois qu'elle en éprouve le besoin, sur le fonctionnement transparent et démocratique du système des Nations Unies pour la défense de ses droits, dans une perspective génératrice de consensus, et compatible avec le développement humain, c'est à dire avec le bien-être de l'Humanité.

**Madame la Présidente,  
Honorables Chefs de Délégation,  
Distingués Délégués,  
Mesdames, Messieurs,**

Au moment où l'Assemblée générale s'apprête à choisir un successeur à Kofi Annan, je suis convaincu que notre Organisation sera capable d'élire comme Secrétaire Général, une personnalité dont la compétence, l'expérience et le dévouement sont indispensables pour promouvoir une meilleure entente entre les peuples et les nations du monde. La détermination et le leadership du prochain Secrétaire Général seront aussi nécessaires, afin de créer la synergie et la coopération internationales susceptibles de transformer l'ONU en un instrument unique et irremplaçable, capable de renforcer le multilatéralisme en faveur du développement, d'une meilleure préservation de notre planète, de la paix et de la sécurité internationales.

Je vous remercie de votre attention.